

## IRLANDE

### Priorités fondées sur des indicateurs

#### **Renforcer les incitations au travail pour les femmes (2007, 2009, 2011)**

**Recommandations :** Améliorer l'accès aux services de garde d'enfants et repenser la fiscalité du second revenu du foyer.

**Mesures prises :** Le gouvernement a supprimé le complément pour jeune enfant (*Early Childcare Supplement*) remplacé en 2010 par un programme gratuit d'éducation préscolaire destiné aux petits âgés de 3 et 4 ans.

#### **Renforcer la concurrence dans les secteurs non manufacturiers (2007, 2009, 2011)**

**Recommandations :** Renforcer la concurrence dans les services d'utilité publique et le secteur des services.

**Mesures prises :** Un marché de gros de l'électricité a été créé en 2007 et l'interconnexion avec le Royaume-Uni a été développée. En 2011, le gouvernement a réduit la marge de détail perçue par les pharmacies et promu une réforme du *numerus clausus* limitant le nombre de généralistes dans le secteur public, mis en place une autorité de tutelle indépendante pour les professions juridiques et augmenté les amendes pour infractions au droit de la concurrence.

#### **Augmenter les investissements dans la R-D et l'innovation (2007, 2009, 2011)**

**Recommandations :** Améliorer le dispositif d'incitation à la R-D et rationaliser le financement des établissements publics.

**Mesures prises :** Le gouvernement a rendu le crédit d'impôt pour la R-D plus généreux en 2009, et annoncé que, dans le cadre du budget 2012, ce dispositif serait élargi et gagnerait en flexibilité, ce qui devrait être particulièrement bénéfique pour les petites et moyennes entreprises. Les pouvoirs publics ont renforcé plusieurs initiatives afin de resserrer les liens entre les entreprises et les chercheurs (chèques-innovation, centres de recherche communs, prix de l'innovation...).

#### **Améliorer l'accès à l'éducation et augmenter le financement de l'enseignement supérieur (2007, 2009)**

**Recommandations :** Développer l'éducation préscolaire. Dans l'enseignement supérieur, instaurer des frais de scolarité couplés à un dispositif de remboursement des prêts étudiants en fonction des revenus.

**Mesures prises :** Les frais à la charge des étudiants de l'enseignement supérieur seront portés de 1 500 EUR en 2010-11 à 2 000 EUR en 2011-12, puis 2 250 EUR en 2012-13.

### Autres priorités

#### **Améliorer encore les infrastructures (2007, 2009, 2011)**

**Recommandations :** Améliorer les infrastructures par des dispositifs présentant un bon rapport coût-efficacité. Accélérer l'aménagement du territoire. Instaurer un nouveau système de facturation de l'eau pour garantir une utilisation efficace de l'infrastructure.

**Mesures prises :** En 2012, le gouvernement instaurera une taxe de 100 EUR par foyer regroupant la taxe foncière et la redevance pour les services de l'eau. Il mettra en place des compteurs d'eau chez les particuliers en 2013, dans le cadre d'une vaste réforme des services de l'eau. Le réseau d'autoroutes reliant les principales agglomérations a été achevé en 2010.

#### **Améliorer les politiques d'activation (2011)**

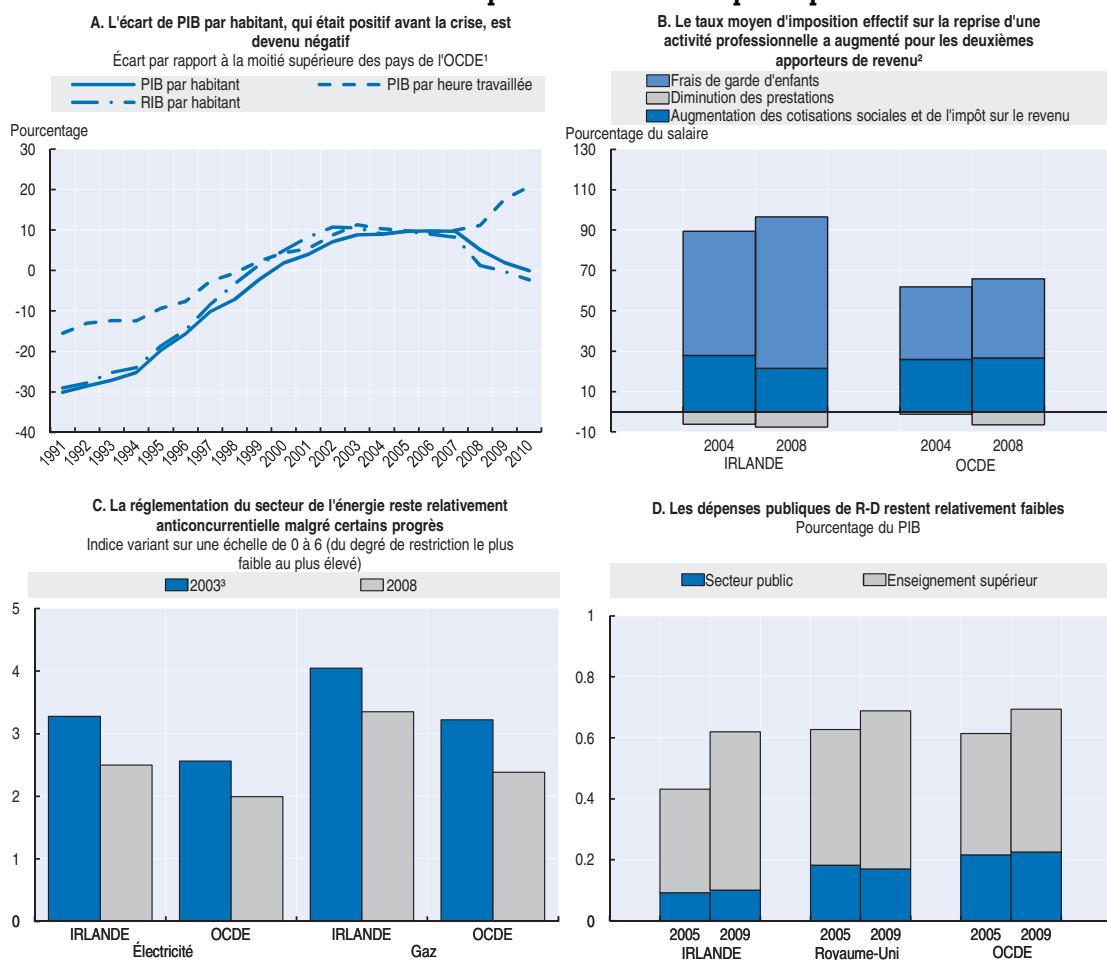
**Recommandations :** Durcir les obligations imposées aux chômeurs en matière d'activation et élargir les mesures d'activation.

**Mesures prises :** En 2011, le gouvernement a poursuivi le transfert des compétences des services publics de l'emploi (PES, *Public Employment Service*) et des services sociaux au ministère de la protection sociale (DSP, *Department of Social Protection*) afin de conjuguer prestations sociales et activation. En 2011, le DSP a mis en place un dispositif permettant de repérer les individus les plus susceptibles de devenir chômeurs de longue durée. En avril 2011, les sanctions en cas de refus d'une offre d'emploi ou d'une formation ont été alourdies. Des places supplémentaires de formation ou de stage ont été ouvertes en 2011.

## IRLANDE

- Le PIB par habitant de l'Irlande par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE a reculé entre 2007 et 2011, de sorte que le pays a perdu son avance et accuse désormais un retard. Ce retard s'explique intégralement par la faiblesse du taux d'utilisation de la main-d'œuvre, puisque la productivité horaire reste élevée.
- Dans un contexte de crise économique et financière majeure, l'Irlande bénéficie du programme d'aide de l'UE et du FMI, dans le cadre duquel certaines réformes structurelles sont mises en œuvre. Parmi les priorités, des progrès ont été réalisés dans le développement de l'éducation préscolaire, la promotion de l'innovation et l'amélioration des infrastructures. Les mesures d'activation ont été renforcées, mais la marge de progression reste importante.
- Outre l'amélioration des politiques d'activation, les principales mesures relatives au marché du travail prises pendant la crise ont porté sur le renforcement des programmes de formation pour les personnes sans emploi. De nouvelles places de formation ont été ouvertes en 2011.

## Indicateurs de performance et de politique



1. Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple des 17 pays de tête de l'OCDE en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant, de PIB par heure travaillée et de revenu intérieur brut (RIB) par habitant (sur la base des PPA constantes de 2005).
2. Cet indicateur est estimé à l'aide de l'impôt implicite sur la reprise d'une activité professionnelle, qui est égal à la somme des frais de garde d'enfants, des réductions de prestations liées aux revenus et des augmentations de cotisations sociales et d'impôt sur le revenu des personnes physiques, exprimée en pourcentage de la rémunération du nouvel emploi. Cet impôt implicite est mesuré pour les deuxièmes apporteurs de revenu rémunérés à hauteur de deux tiers du salaire moyen. La moyenne de l'OCDE exclut le Chili, l'Estonie, Israël, l'Italie, le Mexique, la Turquie et la Slovaquie.
3. Moyenne des pays de l'OCDE hormis le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovaquie.

Source : Graphique A : OCDE, Bases de données des comptes nationaux et du n° 90 des Perspectives économiques ; graphique B : OCDE, Base de données sur les prestations et salaires ; graphique C : OCDE, Base de données sur la réglementation des marchés de produits ; graphique D : OCDE, Base de données des Principaux indicateurs de la science et de la technologie.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932565433>